

## **VALÉRIE PÉCRESSE : LES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE POURRONT ACCÉDER AU RÉSEAU DE SURFACE SANS ATTENDRE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC LA VILLE DE PARIS ET LA RATP**

Valérie Pécresse, Présidente d'Île-de-France Mobilités, a demandé aux services d'Île-de-France Mobilités et à la RATP d'autoriser dès à présent l'accès gratuit au réseau de surface (bus et trams) aux agents de la police municipale, quand ils sont en service et en tenue, sans attendre la signature officielle de la convention tripartite entre Île-de-France Mobilités, la RATP et la Ville de Paris qui interviendra à la rentrée.

**Cette autorisation permettra donc aux policiers municipaux de la Ville de Paris de circuler et d'être présents sur le réseau de surface opéré par RATP (bus et tramways), sur le périmètre de compétence de la ville de Paris, comme la loi « Savary » les y a autorisés.**

Cette présence de la police municipale participe au renforcement de la présence humaine et à la sécurité des usagers et des agents.

### **Le partenariat avec les polices municipales**

La loi « Savary » du 22 mars 2016 a fait des policiers municipaux des acteurs à part entière de la sécurité dans les transports en commun. Ils sont désormais en mesure d'intervenir et de constater les infractions relatives à la police des transports, comme les incivilités ou l'outrage envers un agent verbalisateur, mais aussi l'outrage sexiste et sexuel.

Dans le cadre des conventions tripartites associant Île-de-France Mobilités, les opérateurs et les polices municipales franciliennes, l'objectif est de nouer des partenariats qui permettront aux agents d'utiliser les transports en commun dans le cadre de leurs missions et de se rendre sur leurs zones d'action.

Elles permettront de favoriser et d'inciter d'une part, la présence de patrouilles de policiers municipaux en uniforme durant leur temps de mission, et d'autre part, les opérations conjointes avec les agents des opérateurs de transport.

Ces partenariats renforcent le continuum de sécurité dans les transports, et permettent notamment d'intensifier la lutte contre les atteintes sexistes et sexuelles, ou encore de structurer un peu plus la lutte contre les rixes et les phénomènes de bandes, grâce notamment à une présence accrue et coordonnée sur les emprises de transports

**Par ailleurs, ces conventions visent aussi à avoir une action des polices municipales, quand c'est nécessaire, sur la fluidification notamment des axes empruntés par les bus et au niveau des carrefours de circulation.**

Île-de-France Mobilités souhaite généraliser ces conventions. Des conventions ont déjà été signées avec les villes d'Antony et de l'Haÿ-les-Roses.

### Les moyens mis en place pour renforcer la sécurité

Ayant fait de la sécurité l'une de ses priorités majeures, Île-de-France Mobilités, avec ses opérateurs, lutte tous les jours contre l'insécurité dans les transports. Île-de-France Mobilités consacre 300 millions d'euros par an à la sécurité.

Parmi les mesures concrètes déjà mises en œuvre afin de protéger les voyageurs :

- **Le renforcement de la vidéoprotection** avec l'ajout en 2024 de près de **500 caméras haute définition dans 21 gares franciliennes**, en plus des 80 000 caméras déjà actives sur le réseau d'Île-de-France Mobilités.
- Île-de-France Mobilités et les opérateurs consacrent des moyens humains conséquents pour lutter contre les violences dans les transports : **aujourd'hui ce sont plus de 3 000 agents déployés sur l'ensemble du réseau et financés par Île-de-France Mobilités. D'ici 2027, ils seront plus de 4 000, grâce au recrutement de 1 000 nouveaux effectifs.**

**Aussi la brigade régionale de sûreté dans les transports (BRT), qui compte 50 agents aujourd'hui et dont l'effectif sera porté à 100 en fin d'année, a été déployée en amont des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 sur la gare routière de Sevrans, à Aulnay-sous-Bois ou plus récemment à la Courneuve.**

- **La mise en place de la descente à la demande dans les bus après 22h, partout en Île-de-France.** Cette généralisation voulue par Île-de-France Mobilités a pour objectif de renforcer le sentiment de sécurité dans les transports en rapprochant le voyageur au plus près de sa destination.
- **Un numéro de téléphone d'alerte unique** sur l'ensemble des réseaux exploités par la RATP et la SNCF, le 31.17 qui permet entre autres de signaler les faits de harcèlement (31.17.7 par SMS et disponibles sur les applications Île-de-France Mobilités et Alerte 3117).

---

### Contacts presse :

Amélie Lange : [amelie.lange@iledefrance-mobilites.fr](mailto:amelie.lange@iledefrance-mobilites.fr) – [01 82 53 80 90](tel:0182538090) – [07 60 10 95 05](tel:0760109505)

Alexandre Bergalasse : [alexandre.bergalasse@iledefrance-mobilites.fr](mailto:alexandre.bergalasse@iledefrance-mobilites.fr) – [01 82 53 81 20](tel:0182538120) – [06 99 67 07 26](tel:0699670726)

[www.iledefrance-mobilites.fr/presse](http://www.iledefrance-mobilites.fr/presse)

